

[Courrier international](#) [Presseurop](#) [Le Monde](#) [Télérama](#) [Le Monde diplomatique](#) [Le Huffington Post](#) [La Vie](#) [Boutique Courrier international](#)

MARDI 19 JUIN 2012

# Courrier international

[À la une](#) > [Asie](#)

## NÉPAL • République à la dérive cherche Constitution

**Katmandou s'enfoncé dans la crise politique : le 27 mai, il a fallu dissoudre l'Assemblée constituante, incapable de voter une nouvelle Constitution. L'essayiste népalaise Manjushree Thapa y voit une victoire des hautes castes, qui refusent de partager le pouvoir.**

05.06.2012 | [Manjushree Thapa](#) | [Deccan Chronicle](#)

[Recommander](#)

126 personnes recommandent ça.



© Droits réservés

Que fait-on lorsqu'on appartient à une haute caste, qu'on dirige un parti démocratique et qu'un vote est sur le point de mettre fin à la suprématie de cette caste ? On empêche ce vote par tous les moyens. Le 27 mai à Katmandou, c'est ce qu'ont fait les dirigeants du parti du Congrès népalais et du Parti communiste du Népal (marxiste-léniniste unifié, désigné par l'acronyme PCN-MLU). Quand ils ont refusé de négocier un compromis avec – entre autres – le Parti maoïste du Népal [dont est issu l'actuel Premier ministre], l'adoption de la Constitution a échoué et l'unique corps démocratique du pays, une Assemblée constituante composée de 601 membres, a été dissoute. Ce dénouement est une trahison impardonnable vis-à-vis de l'opinion publique : les citoyens attendaient une nouvelle Constitution depuis quatre ans [depuis 2008, date à laquelle la monarchie a été abolie, et la République proclamée], qui devait marquer la naissance d'un "nouveau Népal".

Le pays se retrouve aujourd'hui plongé dans une crise constitutionnelle : on se retrouve avec un Premier ministre intérimaire et un gouvernement intérimaire, mais pas d'organe de représentation. Plus personne ne sait ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Le Premier ministre a déclaré que des élections se tiendraient à la fin de l'année 2012 [en novembre] pour désigner une nouvelle Assemblée constituante.

Mais à quoi bon tout recommencer ? Le jeu en vaut-il la chandelle ? Pour les dirigeants du parti du Congrès népalais et du PCN-MLU, cela ne fait aucun doute. Ils ont refusé le projet actuel de Constitution à cause du fédéralisme. Le Népal est composé de plus de 100 ethnies et de presque autant de dialectes. Toutefois, quasiment toutes les institutions gouvernementales et la plupart des ONG sont monopolisées par les Hindous de hautes castes. Les Brahmines et les Kshatriyas – qui sont appelés Bahuns et Chhetris au Népal – accaparent pour ainsi dire tout l'espace national. C'est une constatation flagrante et indéniable qui se vérifie au sein de tous les partis politiques (y compris chez les maoïstes), dans tous les organes de presse, dans l'ensemble du secteur privé ainsi que dans le vaste réseau informel des hautes sphères du pouvoir.

Tout au long de la "guerre du peuple népalais", qui a duré 10 ans [1996–2006], les maoïstes ont promis aux exclus (c'est-à-dire la majorité) la création d'États fédéraux autonomes portant le nom de chacune des ethnies. Cette promesse s'est révélée très populaire. (Si les chiffres du recensement de 2011 n'ont pas encore été publiés, on peut tout de même avancer que la population népalaise est constituée de 15 % de Chhetris et de 12 % de Bahuns. Les Madhesis, les Janajatis et les autres groupes marginalisés représentent plus de 60 % de la population.) En 2008, les maoïstes ont remporté près de 39 % des voix lors des élections pour l'Assemblée constituante et ils sont ainsi devenus le principal parti népalais.

La Constitution qui a ensuite été rédigée devait refléter leurs positions. Le parti du Congrès népalais et le PCN-MLU ont été confrontés à un grand défi politique : faire en sorte que le futur régime politique reste démocratique. Leur vision était claire : ils voulaient copier le système de Westminster. Par conservatisme social, ou par simple apathie, ils avaient résisté pendant 20 ans à tous les mouvements népalais de lutte pour les droits civiques et ils avaient constamment retardé ou rejeté tout dialogue sur les droits des femmes, des intouchables et des autres ethnies.

Après moult débats et de nombreux reports de dates, l'Assemblée a fini par proposer deux solutions pour résoudre la question du fédéralisme : la création de 14 ou 10 "Etats ethniques". Les dirigeants du parti du Congrès népalais et du PCN-MLU ont refusé ces propositions.

Ce qui s'est véritablement passé le 27 mai n'est pas encore clair. Les dirigeants des partis sont restés enfermés à huis clos tout au long de cette "journée noire" et ils ont refusé de se rendre à l'Assemblée. A 17 heures, selon une rumeur, un accord avait été trouvé après que les maoïstes, les Madhesis et les autres ethnies avaient accepté de transiger. Puis l'accord s'est mystérieusement désagrégé. A minuit, le mandat de l'Assemblée a pris fin. Tous ceux qui avaient fait confiance aux dirigeants se sont sentis accablés, éccœurés et extrêmement désabusés.

Le parti du Congrès népalais et le PCN-MLU ont trahi le principe même de la démocratie. Et ils l'ont fait pour la pire raison : préserver le monopole des plus hautes castes sur la société népalaise. Avec des démocrates pareils, qui a besoin d'autocrates ? Exclure la majorité est indéfendable. Les Népalais ne tolèreront pas cette situation.

#### CHRONOLOGIE De la monarchie à la République

- |  |  |
|--|--|
| <p><b>2001</b> Le 4 juin, le prince héritier Dipendra assassine toute sa famille et se suicide. Son oncle Gyanendra est couronné roi.</p>  | <p><b>2008</b> L'élection d'une Assemblée constituante, le 10 avril, permet aux maoïstes de remporter plus du tiers des 601 sièges à pourvoir. Le 28 mai, la monarchie est abolie et la "République démocratique fédérale" est proclamée. Le maoïste Pushpa Kamal Dahal, alias Prachanda, devient Premier ministre le 15 août.</p> |
| <p><b>2002</b> Gyanendra dissout l'Assemblée et s'arroge les pleins pouvoirs.</p>  | <p><b>2009</b> Pushpa Kama Dahal démissionne le 4 mai.</p>   |
| <p><b>2006</b> Une grève générale, le 6 avril, oblige le roi à réinstaurer le Parlement dans ses droits. Un accord de paix, scellé le 21 novembre entre les maoïstes et les autres partis, met fin à dix ans de guerre civile.</p> | <p><b>2010</b> Le Premier ministre Madhav Kumar Nepal démissionne le 30 juin. Le 4 novembre, pour la seizième fois, le Parlement ne parvient pas à élire un nouveau Premier Ministre.</p>  |
|  | <p><b>2011</b> Le 28 août, Baburam Bhattarai, le numéro deux du Parti maoïste népalais, est élu Premier ministre.</p>  |
|  | <p><b>2012</b> Le 27 mai, malgré de nombreux reports, l'Assemblée constituante ne parvient pas à voter la Constitution. L'Assemblée est dissoute. De nouvelles élections sont prévues en novembre.</p>   |

à lire également

---

- Rendez-nous nos guerriers ! - [Asia Times Online](#)
  - Pauvres femmes de maos - [Nepali Times](#)
  - Un maoïste pour sortir de l'impasse
  - Pour les chrétiens du Népal, pas d'autre choix que la crémation - [República](#)
  - L'ancien prince voit rouge
  - Le roi fait son retour par la petite porte - [República](#)
  - Musulmans, népalais et parfaitement intégrés - [República](#)
-